

## Succès du PLD aux élections de la Chambre Haute sur fond d'assassinat de Abe Shinzo

Jean-Yves Colin

## A propos d'Asia Centre:

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

## A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.



## **Succès du PLD aux élections de la Chambre Haute sur fond d'assassinat de Abe Shinzo**

**Jean-Yves Colin**

12 Juillet 2022

En remportant 76 sièges de conseillers aux élections du 10 juillet de la Chambre Haute de la Diète, la coalition au pouvoir au Japon a obtenu un succès éclatant. Le Parti Libéral démocrate (PLD) en a gagné 63 et son allié Komeito, parti centre-bouddhiste, 13 alors que 125 sièges étaient en jeu (la Chambre Haute se renouvelle par moitié tous les trois ans, au suffrage direct). Ils détiennent désormais respectivement 119 et 27 sièges de la seconde assemblée sur 248. Avec deux autres partis : le Parti pour l'innovation du Japon (Nippon Ishin no kai) et le Parti des Démocrates pour le Japon qui en ont 21 et 10 - et sont favorables à une révision de la Constitution datant de 1947 – la coalition dispose d'une majorité potentielle (177 conseillers) de plus des deux tiers (166) qui est indispensable pour faire avancer une éventuelle révision.

Le grand perdant est le principal parti d'opposition, le Parti Démocrate Constitutionnel (PDC), dont le nombre de sièges est tombé de 45 à 39. Le Parti Communiste en conserve 11. Les autres partis d'opposition n'ont que quelques sièges chacun et les indépendants sont au nombre de 13. Le chef du PDC, Kenta Izumi, en reconnaissant sa défaite a souligné : « la seule façon de changer la politique du Japon est pour l'opposition de se battre ensemble. Je veux avancer de manière décisive sur ce point ». Cette union de l'opposition a été tentée lors des élections de la Chambre Basse en 2021 mais sans succès. L'union entre le PDC, le Parti Communiste et d'autres partis était apparue artificielle aux électeurs. Quant aux sociaux-démocrates, descendants de ce qui fut le Parti Socialiste, ils ne sont plus que deux à la Diète...

Ces élections ont été caractérisées par une participation un peu plus élevée qu'en 2019 (52,05 % contre 48,8 %) qui trouve probablement son origine dans l'assassinat de l'ex Premier Ministre Abe Shinzo deux jours auparavant. Sa disparition a probablement suscité un mouvement de sympathie à l'égard du PLD.

On peut observer que 35 femmes ont été élues parmi les 125 sièges renouvelables, ce qui montre une évolution certes lente mais continue des esprits et du monde politique nippon, favorisée par la législation. On note aussi une part significative de personnalités (« talento » dans le vocabulaire nippon, « people » en français !), ex chanteurs, personnalités issues du monde médiatique et de la communication ou auteurs divers de livres et manga. C'est un trait caractéristique de la vie politique japonaise depuis environ 30 ans. Enfin plusieurs candidats issus des communautés LGBTQ se présentaient au suffrage des électeurs, en s'affichant comme tels.

Il est certes facile d'affirmer qu'une fois de plus le PLD, en gagnant, domine sans contestation la vie politique au Japon, donnant une impression de parti unique de fait aux yeux de nombreux observateurs. Il est vrai que depuis l'intermède social-démocrate 2009 - 2011, le PLD gouverne le pays : Abe Shinzo pendant 8 ans, avec pour successeurs Suga Yoshihide et Kishida Fumio. Pour autant les électeurs ont été appelés aux urnes à plusieurs reprises puisque les députés de la Chambre Basse sont renouvelés tous les 4 ans et les conseillers de la Chambre Haute, élus pour 6 ans, par moitié tous les trois ans. Le mode électoral comporte en outre une dose de proportionnelle : les électeurs déposent deux bulletins, l'un pour choisir un représentant dans une circonscription et l'autre pour inscrire le nom d'un parti ou d'un candidat présenté dans une liste. Le 10 juillet 75 sièges relevaient du premier dispositif (dont un au titre de la partie dite non-renouvelable) et 50 de la proportionnelle.

Lassés des gouvernements PLD, et notamment du premier gouvernement Abe (2006-2007), les

Japonais ont tenté avec un certain enthousiasme (la participation électorale a alors été de 70%) une expérience sociale-démocrate qui n'a pas convaincu - avec trois Premiers Ministres Hatoyama Yukio, Kan Naoto et Noda Yoshihiko, chacun pendant un an environ - et qui n'a pas résisté au tremblement de terre de Fukushima, puis au tsunami et à la catastrophe nucléaire qui ont suivi. Ils sont donc retournés vers un PLD gestionnaire et aux idées plus affirmées. En outre depuis 2012 les partis d'opposition souffrent de leur dispersion, de leur changement de dénomination, de l'absence de leader et de la faiblesse de leurs programmes.

Cette victoire du PLD et de son allié s'est déroulée avec en arrière-plan le choc qu'a été la disparition de Abe Shinzo. A l'évidence la population japonaise avait oublié que sa vie politique pouvait être violente, et ce même si le maire de Nagasaki a été tué par balles par un yakuza en 2007 et d'autres exemples de meurtres ou tentative d'assassinat pourraient être cités au cours des années 1990 et 2000. Le dernier assassinat d'un Premier Ministre remontait à celui Inukai Tsuyoshi en 1932, une autre tentative ayant échoué lors du coup d'Etat du 26 février 1936, de même que celle du grand-père de Abe Shinzo, Kishi Nobusuke, en 1960.

Après une première et courte intervention chargée d'émotion quelques heures après l'assassinat de Abe Shinzo, le Premier Ministre Kishida a tenu des propos mettant en exergue le devoir de conduire une politique économique et une stratégie politique en continuité de l'ex-Premier ministre, et s'est placé en héritier. Pour autant il n'est pas certain que malgré la majorité des deux tiers (majorité de tous les membres, pas seulement de ceux présents) dont il dispose désormais pour faire adopter une proposition de loi parlementaire portant révision de la Constitution, préalable à un référendum fixé par son article 96. Il a tenu jusqu'à présent des propos plus prudents que ceux de Abe Shinzo, conscient sans doute qu'un consensus n'est pas au sein de son parti, du Komeito et de ses deux alliés possibles, et que cette majorité potentielle n'est pas acquise. Le Premier Ministre a souvent été considéré comme une « colombe » au sein d'un PLD dont le centre de gravité s'est déplacé à droite. Il a d'ailleurs promis d'approfondir le débat parlementaire et peut-être n'est-il pas intimement convaincu de la nécessité de réviser la Constitution pour renforcer la sécurité de l'archipel. D'autre part, la disparition de Abe Shinzo amènera certainement des réajustements de personnes entre factions du PLD, dont il devra mesurer la portée. Enfin l'opinion publique, tout en reconnaissant aujourd'hui davantage que dans le passé l'importance des sujets de sécurité et de défense, est surtout inquiète des effets de l'inflation sur le pouvoir d'achat, de l'état du système de santé et du rebond de la Covid-19, et plus généralement de la situation économique. Or les caciques du PLD savent que les Japonais soutiennent d'abord leur parti parce que dans le passé désormais lointain il a su apporter croissance et bien-être, et que malgré la crise économique ouverte au début des années 1990, il a préservé l'essentiel des acquis. Dans ce contexte la révision constitutionnelle peut apparaître comme un « luxe » ou une fixation politique, et ouvrir un débat national propice à une opposition qui est aujourd'hui moins vue comme une alternative de gouvernement que comme l'expression des inquiétudes ou récriminations de l'opinion publique. Sauf dissolution de la Chambre Basse ou « coup » au sein du PLD, le Premier ministre dispose d'un temps relativement long devant lui puisqu'aucune élection n'est prévue avant 2025.